

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX



La famille, une histoire de générations.

**Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille**

Table des matières

Une table des matières a été utilisée cette année pour circonscrire les demandes de renseignements et les ministères et organismes responsables de fournir l'information. De plus, elle permet un repérage rapide des différentes fiches.

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
1	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none"> a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; h) les détails de ces ententes; i) les résultats obtenus à ce jour; j) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; k) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés. 	Réponse du Ministère	17
2	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 : <ul style="list-style-type: none"> a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants. 	Réponse du Ministère	21
3	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse. 	Réponse du Ministère	23

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
4	Conférences de presse, événements	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement. <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; e) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement. 	Réponse du Ministère	29
5	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; b) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; e) le but visé par chaque dépense; f) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. 	Réponse du Ministère	33
6	Formation en communication Personnel politique	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées. 	Réponse du Ministère	35
7	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; 	Réponse du Ministère	37

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		<ul style="list-style-type: none"> e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les <u>cabinets ministériels</u> en 2017-2018, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> a. les noms du professionnel ou de la firme; b. les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c. le détail des travaux ou services effectués (but visé); d. la date d'octroi du contrat; e. le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f. l'échéancier; g. dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 		
8	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. 	Réponse du Ministère	47
9	Appels d'offres publics	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation. 	Réponse du Ministère	49
10	Contrats cabinet	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	Veillez référer à la réponse de la question 7	-
11	Consultants externes	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :</p>	Réponse du Ministère	51

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		<ul style="list-style-type: none"> a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle. 		
12	Développements informatiques >100 000 \$	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années. 	Réponse du Ministère	53
13	Dépenses diverses	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; 	Réponse du Ministère	55

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a. au Québec; b. à l'extérieur du Québec.		
14	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	Réponse du Ministère	57
15 a)	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.	Réponse du Ministère	59
15 b)	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.	Réponse du Ministère	59
15 c)	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.	Réponse du Ministère	60
15 d)	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	Réponse du Ministère	60
15 e)	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le	Réponse du Ministère	61

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.		
15 f)	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.	Réponse du Ministère	61
15 g)	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.	Réponse du Ministère	61
15 h)	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Cette sous-question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.	-
15 i)	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.	Ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès	-
15 j)	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).	Réponse du Ministère	62
15 k)	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.	Réponse du Ministère	62
15 l)	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.	Réponse du Ministère	62
15 m)	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).	Réponse du Ministère	62

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
15 n)	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	62
15 o)	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	62
15 p)	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
15 q)	Postes abolis par ministère	Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.	Réponse du Ministère	63
15 r)	Effectif autorisé Loi 15	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
16 a)	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
16 b)	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.	Réponse du Ministère	65
16 c)	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Veillez référer à la réponse de la question 16 a)	-
16 d)	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	Réponse du Ministère	65
17	Baux	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1 ^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	Réponse du Ministère	67
18	Aménagement SCT, Cabinet	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux;	Réponse du Ministère	69

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		<ul style="list-style-type: none"> b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. 		
19	Membres du Cabinet	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2016-2017 et 2017-2018; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i>. 	Réponse du Ministère	71
20	Budget discrétionnaire	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme. 	Réponse du Ministère	73
21	Personnel hors structure	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu. 	Réponse du Ministère	91
22	Personnel en disponibilité	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; 	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2018-2019.		
23	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2018-2019; c) par catégorie d'âge.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
24	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.	Réponse du Ministère	93
25	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2018-2019, par mission.	Veillez référer à la réponse de la question 15j)	-
26	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	Réponse du Ministère	95
27	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.	Réponse du Ministère	97
28	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	Réponse du Ministère	99
29	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site;	Réponse du Ministère	101

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		<ul style="list-style-type: none"> d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site. 		
30	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	<p>Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées. 	Veillez référer à la réponse de la question 7	-
31	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.	Réponse du Ministère	103
32	Demandes d'accès à l'information	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai. 	L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018	-
33	Adjoints parlementaires	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates. 	Réponse du Ministère	105
34	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
35	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	-
36	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
37	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.	L'information concernant la <i>Politique de financement des services publics</i> sera présentée au Rapport annuel 2017-2018	-
38	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
39	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	Réponse du Ministère	107
40	Primes au rendement et bonis	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	Réponse du Ministère	109
41	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	Réponse du Ministère	111
42	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
43	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.	Réponse du Ministère	113
44	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif	-
45	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	Réponse du Ministère	115

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
46	Ententes de confidentialité projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.	-
47	Reconduction des programmes existants	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2017-2018 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2018-2019. Pour chacun de ces programmes existants en 2017-2018, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2018-2019, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
48	Cran d'arrêt	Liste des situations en 2017-2018 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
49	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
50	ETC Plan Nord	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord	-
51	Budget Plan Nord	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord	-
52	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)	-
53	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2017-2018 et prévisions pour 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime)	-
54	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques	-
55	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles)	-

**Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille**

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
56	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord	-
57	Contrats service juridique	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et les organismes budgétaires en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.	-
58	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>	Réponse du Ministère	121
59	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le 	Réponse du Ministère	123

Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.		
60 a)	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
60 b)	Indemnités de retraite	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	Réponse du Ministère	125
61	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
62	Bilan des compressions budgétaires	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du <i>Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes</i> visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2018-2019.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
63	Développement durable	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2017-2018 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	L'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018	-
64	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits	-
65	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;	Réponse du Ministère	127

**Étude des crédits 2018-2019
Ministère de la Famille**

RG	Sujet	Nom de la demande	Traitement	Page #
		c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.		
66	Ressources affectées en évaluation des programmes	Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun : a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi; b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat; c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation; d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor	-
67	Rencontres diverses	Pour 2017-2018, la liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie	-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-1

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2017-2018 est fournie au tableau en annexe.

L'information, pour la période du 1^{er} avril au 10 octobre 2017, concernant le cabinet de M. Sébastien Proulx, ministre de la Famille, sera transmise par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels

(art. 4 paragraphe 18). <https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2017-2018

Francine Charbonneau
Ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Participation à la rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des aînés	2017-09-12 au 2017-09-14	St. John's	646,27 \$	298,85 \$	434,72 \$				Marie-Chantal Domingue Attachée Politique	1 343,83 \$	Ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des aînés

Christian Barrette
Sous-ministre adjoint - Secrétariat aux aînés

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Participation à la rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des aînés	2017-09-12 au 2017-09-14	St. John's	1 019,43 \$	173,14 \$	434,72 \$						Ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables des aînés

Lucie Robitaille
Sous-ministre adjointe - Direction générale des politiques

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Participation au 69e Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC)	2017-08-18 au 2017-08-24	Charlottetown	701,70 \$	836,28 \$					Louise Deschambault, Directrice	808,77 \$	Membre du conseil d'administration de IAPC

RG-01-Annexe

Chantal Castonguay
Sous-ministre adjointe - Direction générale des opérations régionales

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Membre du jury pour choisir les lauréats des prix de leadership 2017 de l'Institut d'administration publique du Canada	2017-11-05 au 2017-11-07	Toronto	918,61 \$	32,86 \$		81,25 \$					Membres du jury du Prix IAPC/Deloitte

Lucie Robitaille
Sous-ministre adjointe - Direction générale des politiques

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Participation à la 22e réunion de l'Organisation de coopération et de développement économique	2017-10-24 au 2017-10-28	Paris	944,19 \$	818,10 \$	879,10 \$						Membres du Réseau de l'OCDE sur l'éducation et l'accueil des jeunes enfants et le délégué du Québec aux Affaires francophones et multilatérales

Chantal St-Jacques
Directrice - Direction de l'accessibilité et de la qualité des services de garde

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs		Personnes rencontrées
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents	
Réunion des ministres responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	2017-06-12	Ottawa	177,02 \$								Ministres responsables de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-2

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère pour chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels **au Québec** et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2017-2018 est fournie au tableau en annexe.

L'information, pour la période du 1^{er} avril au 10 octobre 2017, concernant le cabinet de M. Sébastien Proulx, ministre de la Famille, sera transmise par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 17**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

Liste des voyages en avion ou en hélicoptère au Québec pour l'année financière 2017-2018

Exercice financier : 2017-2018

Francine Charbonneau

Ministre

But du déplacement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où le déplacement a eu lieu	Frais de transport	Allocation forfaitaire	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais inhérents		Accompagnateurs	
							Montant	Description	Nom et fonction	Total des frais de transport, d'hébergement, de repas et les autres frais inhérents
Tournée aux Îles-de-la-Madeleine	2017-04-18 au 2017-04-20	Îles-de-la-Madeleine	963,26 \$	321,84 \$	270,90 \$				Florence Thivierge, Marie-Pier Richard et Benoît Guindon	2 839,86 \$
Annonce de la Ministre	2017-11-18 au 2017-11-20	Val d'Or	679,44 \$		122,13 \$				Marc Lapointe	836,59 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2017-2018 est fournie au tableau en annexe.

Tous les contrats ont été octroyés en mode « contrat négocié ».

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 24**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

Dépenses de publicité et de promotion

Exercice financier : 2017-2018

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Nom du fournisseur	Description du contrat	Montant du contrat
9262-3222 Québec inc.	Publicité imprimée - Edition juin-août 2017 du magazine Laval en Famille	215,00 \$
9262-3222 Québec inc.	Publicité imprimée - Edition juin-août 2017 du magazine Laval en Famille	241,75 \$
9262-3222 Québec inc.	Publicité imprimée - Édition septembre-octobre 2017 du magazine Laval en Famille	456,75 \$
9262-3222 Québec inc.	Publicité imprimée - Édition novembre 2017 du magazine Laval Familles	456,75 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées [AQDR] Laval-Laurentides	Bandeau publicitaire - AQDRLL info d'avril, mai et de juin 2017	75,00 \$
C.P.A. les lames d'argent de Laval	Publicité imprimée - Revue sur glace 2017	41,67 \$
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	Publicité imprimée - Programme de la Semaine italienne de Montréal	260,00 \$
Conseil des Anciens Commandants 4e Bataillon Royal 22e Régiment (Châteauguay)	Publicité imprimée - Livre de l'Histoire du 4 ^e Bataillon Royal, 22 ^e Régiment	100,00 \$
Cossette	Services de placement médias - Promotion du Prix « Ensemble contre l'intimidation »	6 918,42 \$
Cossette	Services de placement médias - Promotion du Prix « Ensemble contre l'intimidation »	18 448,02 \$
Deschamps impression inc.	Services d'impression	1 068,00 \$
Guy Griffiths inc.	Achat de rubans - Journée mondiale 2017 de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées	16 960,00 \$
Festival Arménien	Publicité imprimée - Programme du Festival Arménien 2017	250,00 \$
Festival des bières de Laval	Publicité imprimée - Programme du Festival des bières de Laval	250,00 \$
Festival Marocain de Laval	Publicité imprimée - Dépliant du Festival Marocain de Laval - 1 ^{ère} Édition	250,00 \$
Festival Portugal International Montréal	Publicité imprimée - Programme du Festival Portugal International de Montréal	62,50 \$

Dépenses de publicité et de promotion

Exercice financier : 2017-2018

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Nom du fournisseur	Description du contrat	Montant du contrat
Fondation Le Pilier	Publicité - Spectacle bénéfique (théâtre)	100,00 \$
Impecca image et impression	Services d'impression	2 370,00 \$
Imprimerie sociale [1994] inc.	Services d'impression	3 954,00 \$
Journal Suburban, Le	Publicité imprimée - Journal "The Laval Suburban" / 12 avril 2017	132,00 \$
Journal Suburban, Le	Publicité imprimée - Journal "The Laval Suburban" / 21 juin 2017	132,00 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 12 avril 2017	262,67 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 19 avril 2017	249,17 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 26 avril 2017	262,67 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 10 mai 2017	262,67 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 7 juin 2017	281,67 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Italien" / 13 avril 2017	160,00 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Corriere Italiano" / 11 mai 2017	110,00 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 21 juin 2017	262,67 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 28 juin 2017	262,67 \$

Dépenses de publicité et de promotion

Exercice financier : 2017-2018

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Nom du fournisseur	Description du contrat	Montant du contrat
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 22 juin 2017	208,34 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 22 juin 2017	127,00 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 11 oct. 2017	975,00 \$
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Publicité imprimée - Journal "Corriere Italiano" / 26 oct. 2017	110,00 \$
Newsfirst Multimedia	Publicité imprimée - Journal "Courrier Laval" / 5 avril 2017	185,00 \$
Newsfirst Multimedia	Publicité imprimée - Journal "The Laval New" / 3 mai 2017	185,00 \$
Newsfirst Multimedia	Publicité imprimée - Journal "The Laval New" / 14 juin 2017	185,00 \$
Pacifique Marketing	Achat de rubans - Journée mondiale 2017 de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	7 920,00 \$
Pacifique Marketing	Achat de rubans - Journée mondiale 2018 de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	19 500,00 \$
Productions Imprimées Richard Vézina	Production et impression d'une affiche du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022	1 125,00 \$
Productions Imprimées Richard Vézina	Services d'impression	10 774,00 \$
Publications arméniennes inc.	Publicité imprimée - Journal hebdomadaire Arménien / 24 avril 2017	58,33 \$
Regroupement du sport à Laval, ARSEL/CSL	Publicité imprimée - Programme du Gala Sports Laval 2017	200,00 \$

Dépenses de publicité et de promotion

Exercice financier : 2017-2018

1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

Nom du fournisseur	Description du contrat	Montant du contrat
Société canadienne de la sclérose en plaques, section Laval	Publicité imprimée - Événement	100,00 \$
Solisco Numérix	Services d'impression	2 440,00 \$
Sport-Média inc.	Publicité imprimée - Guide Loisirs - Automne 2017/Hiver 2018	137,50 \$
Troupe Fantasia inc.	Publicité - Programme de la comédie musicale "Finn, dans la quête du soulier vert" / 16 et 17 juin 2017	50,00 \$
Voix d'elles	Publicité - Spectacle de fin d'année de la chorale "Les Voix d'Elles"/ 3 juin 2017	200,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le Ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 ventilées par type d'événements;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **Conférences de presse**

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Programme Québec ami des aînés (QADA), volet Soutien aux actions communautaires	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	39,95 \$
Lancement du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022	Leblanc, Louise	Photographe	234,75 \$
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
Annonce – Plus de 1 M\$ pour favoriser le mieux-être des aînés et contrer l'intimidation dans la région de l'Estrie	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	257,15 \$
	Hôtel le Président	Hébergement	
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
Annonce – Plus de 5,7 M\$ pour favoriser le mieux-être des aînés de la région de Montréal	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	389,08 \$
	Hôtel Alt Quartier Dix 30	Hébergement	
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
Annonce – Aout d'une somme de 2,6 M\$ pour favoriser l'intégration des enfants ayant d'importants besoins dans les services de garde éducatifs à l'enfance	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	30,75 \$
Annonce – Près de 830 000 \$ pour favoriser le mieux-être des aînés et lutter contre l'intimidation dans la région du Centre-du-Québec	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	121,63 \$
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Annonce – Plus de 1,7 M\$ pour prévenir et contrer l'intimidation au Québec	Témabex inc.	Location de salle	160,75 \$
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
Dévoilement - Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans	Leblanc, Louise	Photographe	28 230,75 \$
	Kabane espace créatif	Production d'une vidéo	
Annonce – Plus de 9,5 M\$ pour favoriser le mieux-être des personnes âgées du Québec	Compagnie de location d'autos Enterprise Canada	Location d'auto	248,99 \$
	Hôtel Gouverneur Trois-Rivières	Hébergement	
	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	
Annonce - Aide financière de 2 M\$ pour favoriser la participation des tout-petits issus de milieux défavorisés à des sorties culturelles et éducatives - Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans	Sherbrooke Confort Inn	Hébergement	275,39 \$
Entrée en vigueur prochaine du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée	S/O	Frais de transport	27,25 \$

* Achats regroupés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

- Événements

Objet	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Forum Vieillir et vivre ensemble	Groupe Restos plaisirs	Location de salles, logistique, nourriture et breuvage	48 873,34 \$
	Le Concorde	Location de salles	
	Louise Leblanc	Photographe	
	Françoise Guénette	Animatrice	
	CSPQ	Logistique	
	MTESS	Production vidéo	
	Copies de la Capitale	Impression	
	Reprografic	Impression	
Consultation relatives à l'élaboration d'un nouveau plan d'action 2018-2023 Vieillir et vivre ensemble, chez soi, dans sa communauté au Québec	Hôtel le Delta	Location de salle et service de traiteur	13 709,78 \$
	Françoise Guénette	Animatrice	
	CSPQ	Logistique	
	Imprimerie BourgRoyal	Impression	
	Copies de la Capitale	Impression	
Prix Ensemble contre l'intimidation	Le Parlementaire	Service de traiteur	20 435,52 \$
	Louise Leblanc	Photographe	
	MTESS	Productions vidéo	
	Impecca	Impression	
	Encadreur des artistes	Encadrements	
Prix Hommage aînés	Le Parlementaire	Service de traiteur	10 392,36 \$
	Assemblée nationale	Salle, sécurité et audio	
	R2M imagem	Production de plaques en acrylique	
	Annie Baron	Traduction et interprète	
	Louise Leblanc	Photographe	
	Deschamps impression	Impression	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-5

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a eu aucune formation de communication pour l'exercice 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels.

(art. 4 paragraphes 22 et 23).

(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-6

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a eu aucune formation de communication pour l'exercice 2017-2018.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels.

(art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2017-2018, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018 est présentée dans les tableaux ci-joints.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
AFI expertise	Formation relative aux technologies de l'information	Contrat de gré à gré	4 650,00 \$
Alpha traduction et interprétation inc.	Services d'interprétation - Journées d'échanges des coordonnateurs régionaux spécialisés en matière de lutte contre la maltraitance envers les personnes âgées	Contrat de gré à gré	4 000,00 \$
Association sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I.)	Formation permettant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	3 495,00 \$
Bélangier-Martin Stratégie et Formation	Services de soutien à la gestion	Contrat de gré à gré	5 000,00 \$
Bla bla rédaction S.E.N.C.	Services de révision linguistique	Contrat de gré à gré	14 000,00 \$
Bouthillier, Anne-Marie	Service de révision - Processus de règlement des différends concernant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance et ses règlements	Contrat de gré à gré	24 000,00 \$
Brochu, Isabelle	Services de révision linguistique	Contrat de gré à gré	1 200,00 \$
Bureau de Conférenciers Orizon	Conférence - Forum sur la maltraitance financière des aînés	Contrat de gré à gré	5 250,00 \$
Cadoret, Geneviève	Rédaction d'un chapitre sur l'activité physique chez les 0-5 ans dans le cadre de la révision du guide "La santé des enfants en services de garde éducatifs"	Contrat de gré à gré	5 200,00 \$
Conseillers Acti-Communications inc.	Formation permettant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	1 900,00 \$
CROP	Sondage post campagne publicitaire concernant celle visant à contrer la violence sous toutes ses formes, volet Maltraitance envers les personnes âgées	Contrat de gré à gré	14 000,00 \$
Demers, Hélène	Service de révision linguistique	Contrat de gré à gré	14 000,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Écho Sondage inc.	Développement de questionnaires, collecte de données, élaboration de bases de données, traitement de données statistiques et rédaction de rapport	Contrat de gré à gré	24 500,00 \$
Éducaloi	Capsule sur les droits et recours en matière d'intimidation dans le cadre de formations en ligne	Contrat de gré à gré	19 000,00 \$
Gestion/conseil Manon Daigneault inc.	Conférence en soutien professionnel	Contrat de gré à gré	2 500,00 \$
Guénette, Françoise	Animation - Forum "Vieillir et vivre ensemble : bilan, échanges et perspectives"	Contrat de gré à gré	4 000,00 \$
Guénette, Françoise	Animation - Journée de consultation des partenaires nationaux non gouvernementaux et des partenaires ministériels pour plan d'action 2018-2023 du programme "Vieillir et vivre ensemble"	Contrat de gré à gré	2 000,00 \$
Hardy Services conseils	Formation permettant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	1 675,00 \$
Informa Canada inc.	Formation permettant le développement des compétences	Contrat de gré à gré	1 040,00 \$
Institut d'administration publique de Québec	Activités de formation et conférences	Contrat de gré à gré	1 000,00 \$
INTERaXIONS	Développement de contenus de formation en ligne sur l'intimidation et validation des capsules qui composent cette formation	Contrat de gré à gré	7 000,00 \$
Léger Marketing	Sondage post campagne publicitaire concernant celle visant à contrer la violence sous toutes ses formes, volet Violences faites aux femmes	Contrat de gré à gré	15 000,00 \$
Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	Arbitrage et médiation	Contrat de gré à gré	1 875,00 \$
Meltwater News Canada inc.	Service de veille des médias sociaux et statistiques	Contrat de gré à gré	11 500,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES PROFESSIONNELS			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
PopupCamp	Service de halte-garderie mobile	Contrat de gré à gré	2 052,75 \$
Réseau action TI	Activités de formation et conférences	Contrat de gré à gré	1 400,00 \$
Stratégie organisation et méthode SOM inc.	Sondage post campagne publicitaire concernant celle visant à contrer la violence sous toutes ses formes, volet Intimidation	Contrat de gré à gré	14 630,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES AUXILIAIRES			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Air Canada	Déplacement en avion pour le personnel de cabinet de la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation (Iles-de-la-Madeleine)	Contrat de gré à gré	2 554,77 \$
Air Labrador	Déplacement en avion - Suivis d'inspection de services de garde (Sept-Iles)	Contrat de gré à gré	1 964,24 \$
Auberge Godefroy	Location de salle et service de traiteur - Rencontre concernant le programme Municipalité amie des aînés avec le Réseau des grandes villes (Bécancour)	Contrat de gré à gré	1 805,19 \$
Le Concorde	Location de salle - Forum "Vieillir et vivre ensemble"	Contrat de gré à gré	3 129,84 \$
Les Copies de la Capitale inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	3 385,00 \$
Delta Québec	Location de salle et service de traiteur - Journée de consultation pour le programme "Vieillir et vivre ensemble"	Contrat de gré à gré	1 975,00 \$
Deschamps impression inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	1 068,00 \$
Deschamps impression inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	2 817,00 \$
Éco Entreprises Québec	Contribution annuelle 2017	Contrat de gré à gré	1 775,00 \$
Édifice 200 Sainte-Foy Inc.	Services d'éclairage, d'entretien ménager, de sécurité et de ventilation	Contrat de gré à gré	10 000,00 \$
Formules d'Affaires modernes Ltée	Services d'impression	Contrat de gré à gré	2 650,50 \$
Getty images international	Abonnement annuel - Achat d'images	Contrat de gré à gré	2 388,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES AUXILIAIRES			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Getty images International	Photos pour montage vidéo - Lancement du plan d'action pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées	Contrat de gré à gré	1 061,00 \$
Le Groupe restos plaisirs inc.	Location de salle et service de traiteur - Forum sur la maltraitance financière des personnes âgées	Contrat de gré à gré	12 000,00 \$
Le Groupe restos plaisirs inc.	Service de traiteur - Forum "Vieillir et vivre ensemble"	Contrat de gré à gré	24 758,31 \$
Hôtel Château Laurier Québec	Location de chambres et de salles et service de traiteur - Journées d'échange des coordonnateurs régionaux en maltraitance envers les personnes âgées	Contrat de gré à gré	14 175,49 \$
Hôtel Château Laurier Québec	Location de chambres et de salles et service de traiteur - Journées d'échange des coordonnateurs régionaux en maltraitance envers les personnes âgées	Contrat de gré à gré	11 691,33 \$
Impecca image et impression	Services d'impression	Contrat de gré à gré	2 370,00 \$
Impressions Alliance 9000 inc.	Assemblage de rubans avec cartons - Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	Contrat de gré à gré	8 233,00 \$
Imprimerie Bourg-Royal inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	6 469,00 \$
Imprimerie Bourg-Royal inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	1 669,00 \$
Imprimerie sociale (1994) inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	2 865,00 \$
Imprimerie sociale (1994) inc.	Services d'impression	Contrat de gré à gré	3 954,00 \$
JMS Evolution inc.	Services de télécommunications au 425, rue Jacques-Parizeau	Contrat de gré à gré	1 546,90 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES AUXILIAIRES			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
JMS Evolution inc.	Service d'entretien	Contrat de gré à gré	4 218,37 \$
La DOSE Pro inc.	Abonnement annuel - Résumé période des questions	Contrat de gré à gré	1 500,00 \$
Océanick inc.	Service d'entretien	Contrat de gré à gré	2 350,00 \$
Productions Imprimées Richard Vézina	Production et impression d'une affiche du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2017-2022	Contrat de gré à gré	1 125,00 \$
Productions Imprimées Richard Vézina	Services d'impression	Contrat de gré à gré	10 774,00 \$
Réalisations Conceptum International inc.	Conceptualisation de nouveaux espaces et plans d'aménagement	Contrat de gré à gré	24 700,00 \$
Recyclage Vanier	Services de déchetage et recyclage de papier	Contrat de gré à gré	5 500,00 \$
REP solution interactive inc.	Droit d'utilisation de licences d'une plateforme Web pour procéder à des envois massifs de courrier électronique et le développement de sondages en ligne	Contrat de gré à gré	8 000,00 \$
Restaurant le Parlementaire	Services de restauration - Cérémonie de remise des Prix Hommage aînés 2017	Contrat de gré à gré	3 518,77 \$
Restaurant le Parlementaire	Services de restauration - Cérémonie de remise du Prix Ensemble contre l'intimidation	Contrat de gré à gré	1 545,04 \$
Softchoice LP	Services d'hébergement pour des solutions Web	Contrat de gré à gré	20 000,00 \$
Solisco Numérix	Services d'impression	Contrat de gré à gré	2 440,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

SERVICES AUXILIAIRES			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Sténofac inc.	Services de sténographie	Contrat de gré à gré	1 171,80 \$
Sténofac inc.	Services de sténographie	Contrat de gré à gré	5 000,00 \$
Studio Alphatek inc.	Mise en page des formulaires Web	Contrat de gré à gré	15 000,00 \$
Systèmes Paul Davis, Les	Travaux de nettoyage de bureaux	Contrat de gré à gré	3 078,00 \$
Systèmes Paul Davis, Les	Travaux de nettoyage de bureaux	Contrat de gré à gré	1 725,00 \$
Voyage Malavoy	Déplacement en avion - Suivis d'inspection de services de garde (Sept-Iles)	Contrat de gré à gré	1 011,95 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

APPROVISIONNEMENT			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
A.D.I. Art design international inc.	Achat de mobilier de bureau	Contrat de gré à gré	1 086,25 \$
Bijouterie Paul A Langlois	Achat de montres - Employés ayant 25 ans de service dans la fonction publique	Contrat de gré à gré	1 363,00 \$
Bureau en Gros	Achat d'un MacBook Pro	Contrat de gré à gré	3 699,00 \$
Connex Québec inc.	Achat d'équipement visioconférence	Contrat de gré à gré	5 540,00 \$
Connex Québec inc.	Achat d'équipement visioconférence	Contrat de gré à gré	3 209,16 \$
Guy Griffiths inc.	Achat de rubans - Journée mondiale 2017 de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées	Appel d'offres sur invitation	16 960,00 \$
Impecca, Image et Impression inc.	Achat de structure et bannière - Maltraitance envers les personnes âgées	Contrat de gré à gré	3 649,00 \$
Joseph Clermont inc.	Achat de fournitures de bureau	Appel d'offres sur invitation	8 949,00 \$
Joseph Clermont inc.	Achat de fournitures de bureau	Contrat de gré à gré	1 283,00 \$
Joseph Clermont inc.	Achat de fournitures de bureau	Contrat de gré à gré	2 913,00 \$
Joseph Clermont inc.	Achat de fournitures de bureau	Contrat de gré à gré	1 570,00 \$
Pacifique Marketing	Achat de rubans - Journée mondiale 2017 de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées	Contrat de gré à gré	7 920,00 \$
Pacifique Marketing	Achat de rubans - Journée mondiale 2018 de la lutte contre la maltraitance des personnes âgées	Appel d'offres sur invitation	19 500,00 \$

MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 28 FÉVRIER 2018

APPROVISIONNEMENT			
Nom du contractant	Objet du contrat	Mode d'octroi	Montant
Robitaille Signal-Teck inc.	Équipements et installation d'un système de sécurité	Contrat de gré à gré	1 095,75 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun contrat n'a fait l'objet de l'application de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en 2017-2018.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Objet	Soumissionnaires	Prix soumis
Services professionnels d'actuaire-conseils pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité	Morneau Shepell	250 000 \$
	Optimum actuaires & conseillers	225 000 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, à l'exception des réponses aux sous-questions b) et c) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Famille n'a aucun projet en cours de plus de 100 000 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>, à l'exception des réponses aux sous-questions c), e), g), h), j) et k) qui semblent non pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	MINISTÈRE ET CABINETS
PHOTOCOPIE :	87 783 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT :	30 993 \$
DÉCORATION, EMBELLISSEMENT :	136 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE :	2 543 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS :	364 172 \$
ALCOOL ET FÊTES	0 \$
PERFECTIONNEMENT, CONGRÈS :	
Au Québec	66 897 \$
À l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dépenses reliées à la téléphonie pour le ministère (incluant les cabinets) :

	Ministère
	1 ^{er} avril 2017 au 28 février 2018
Nombre de téléavertisseurs	0
Nombre de cellulaires	166
Coûts d'acquisition de cellulaires ¹	1 932,93 \$
Nombre de tablettes électroniques	23
Coûts d'acquisition de tablettes et d'ordinateurs portables	5 583,16 \$
Coût d'utilisation des cellulaires et des tablettes	56 321,00 \$
Coût des frais d'itinérance	934,38 \$
Coûts de résiliation ²	5 160,00 \$

Fournisseurs de services :

Rogers Sans-fil
Telus Mobilité

1 Correspond à l'achat des appareils sans fil, le rehaussement et les accessoires (étuis, chargeurs supplémentaires, batteries).

2 Le changement de fournisseurs de téléphones cellulaires de Bell à Rogers et Telus a engendré des résiliations de lignes chez Bell.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**).

(<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>)

N° de fiche : RG-15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
- r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) et b) **le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus/35 ans et moins :**

Personnel masculin et féminin

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement			
	Hommes	%	Femmes	%
moins de 35 ans	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	11	2,6	15	3,5

* Données au 28 février 2018

Catégorie d'emploi	Professionnels			
	Hommes	%	Femmes	%
moins de 35 ans	7	1,6	18	4,2
35 ans et plus	92	21,4	142	33,1

* Données au 28 février 2018

Catégorie d'emploi	Fonctionnaires			
	Hommes	%	Femmes	%
moins de 35 ans	3	0,7	23	5,4
35 ans et plus	34	7,9	84	19,6

* Données au 28 février 2018

Notes :

- Le pourcentage de représentation est calculé à partir de l'effectif régulier total.
- Les données concernent l'effectif régulier en place au 28 février 2018.

Personnes handicapées, anglophones, autochtones et communautés culturelles

Catégorie d'emploi	Personnel d'encadrement			
	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
moins de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	1	0	1

* Données au 28 février 2018

Catégorie d'emploi	Professionnels			
	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
moins de 35 ans	1	0	0	3
35 ans et plus	3	3	1	41

* Données au 28 février 2018

Catégorie d'emploi	Fonctionnaires			
	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
moins de 35 ans	1	0	1	4
35 ans et plus	2	1	0	24

* Données au 28 février 2018

c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Catégories d'emplois	2017-2018*
	Nombre de jours de maladie
Cadres	52,0
Professionnels	1 881,5
Fonctionnaires	1 163,0

* Données au 16 mars 2018

d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Catégories d'emplois	Moins de 10 jours*	10 à 50 jours*	50 à 100 jours*	100 jours et plus*
Cadres	4	7	8	7
Professionnels	97	119	34	33
Fonctionnaires	73	56	13	9

* Données au 16 mars 2018

- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires; - le coût moyen par employé selon la classe de travail.

Catégories d'emploi	2017-2018* (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre d'heures compensées	Nombre d'heures effectuées
Professionnels	902,22	839,68	1 741,90
Fonctionnaires	723,54	634,22	1 357,76

* Données au 16 mars 2018

- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel :

Catégories d'emplois	2017-2018*
	Nombre de jours de vacances
Cadres	557,0
Professionnels	5 248,5
Fonctionnaires	2 957,5

* Données au 16 mars 2018

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi :

Catégories d'emplois	Moins de 10 jours*	10 à 50 jours*	50 à 100 jours*	100 jours et plus*
Cadres	5	13	4	0
Professionnels	143	83	1	0
Fonctionnaires	73	49	0	0

* Données au 16 mars 2018

- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

- i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme du ministère relevant, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation :

Ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre de direction et chacune des régions) :

2017-2018 (28 février 2018)

Effectifs réguliers en place (excluant l'impartition)

Directions centrales	Catégories d'emplois				
	HD	CADRE	PROF.	TECH.	SOUTIEN
Bureau de la sous-ministre	1	1	6	5	0
Direction générale de l'administration et des technologies	0	6	49	18	6
Direction générale des politiques	1	4	37	4	1
Direction générale des services de garde éducatifs à l'enfance	1	4	68	16	4
Secrétariat aux aînés	1	1	18	4	2
Opérations régionales					
Direction générale des opérations régionales	1	0	2	2	0
Direction de l'inspection	0	1	9	40	3
De la Capitale-Nationale et de l'Est-du-Québec	0	1	15	4	1
De Montréal	0	1	14	9	4
De l'Ouest et du Nord du Québec	0	1	18	5	3
Du Centre et du Sud du Québec	0	1	17	7	3
Du partenariat, de la planification et de la coordination des opérations	0	0	6	1	2

- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Emplois de complexité supérieure

Période	Total
2017-2018*	66

* Données au 16 mars 2018

- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

Période	Total
2017-2018*	31

* Données au 16 mars 2018

- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions) :

Veuillez référer à la question 15j).

- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- o) le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.

Aucun poste n'a été aboli en 2017-2018.

r) l'effectif autorisé par le Secrétariat du Conseil du trésor en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-16

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées :**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :**

Les taux modulés de remplacements ont été abolis et ont été remplacés par l'application de réductions budgétaires. Le remplacement des 14 départs à la retraite en 2017-2018 a été effectué selon la capacité financière du Ministère.

- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.**

Veillez référer à la question 16 a).

- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :**

Nombre de retraité engagé pour un contrat : 1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisée depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2017-2018 est fournie dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

Ministère de la Famille

Endroit	Superficie du local loué (m ²)	Coût de location 2017-2018	Coût d'aménagement	Durée du bail*	Propriétaire de l'espace loué*
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	102,44	23 105,88 \$	0,00 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
1760-A et 1800, boul. Le Corbusier, Laval	838,12	144 671,64 \$	693,80 \$	2001/12/01 au 2006/11/30 Reconduit avec préavis 12 mois	9118-9308 Québec Inc.
201, Place Charles-Lemoyne, Longueuil	837,56	124 695,96 \$	316,55 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
730, boul. Charest Est, Québec	754,97	169 668,84 \$	0,00 \$	2015/10/01 au 2019/01/31	9164-3064 Québec Inc.
600, rue Fullum, Montréal	6 966,52	856 052,88 \$	2 103,36 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
425, rue Jacques-Parizeau, Québec	3 209,74	1 156 870,80 \$	2 032,43 \$	2014/04/01 au 2038/03/31	Édifice 500, Grande-Allée Est, Inc.
150, boul. René-Lévesque Est, Québec	288,46	77 621,04 \$	0,00 \$	2016/12/01 au 2019/04/30	Fonds Placement Immobilier Cominar
1665, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Entrepôt)	145,46	1 041,03 \$	1 003,41 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
3885, boul. Harvey, Jonquière	37,50	6 544,08 \$	0,00 \$	2016/05/01 au 2021/04/30	4423631 Canada Inc.
337, rue Moreault, Rimouski	37,90	6 099,00 \$	0,00 \$	Durée indéterminée (SQI)	Société québécoise des infrastructures
900, boul. René-Lévesque Est, Québec	324,74	165 447,68 \$	5 578,14 \$	2008/04/01 au 2028/03/31	9292-6369 Québec Inc.
200, chemin Ste-Foy, Québec	1 195,00	169 075,74 \$	18 383,20 \$	2015/05/01 au 2030/04/30	Whiterock 200 Ste-Foy Inc.

*L'ensemble des ententes de location des espaces du ministère de la Famille sont signées avec la Société québécoise des infrastructures (SQI), même celle dont le propriétaire n'est pas la SQI. Lorsque le propriétaire est la SQI, le bail est d'une durée indéterminée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du Ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les coûts d'aménagement pour le cabinet du ministre de la Famille, M. Luc Fortin, s'élèvent à 4 875,95 \$ pour la période du 11 octobre 2017 au 28 février 2018.

Les coûts d'aménagement pour le cabinet de M. Sébastien Proulx ont été assumés par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Les coûts d'aménagement pour le cabinet de la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation, M^{me} Francine Charbonneau, s'élèvent à 978,67 \$ pour la période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

Les coûts liés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2017-2018, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2017-2018;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2016-2017 et 2017-2018;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

CABINET DU MINISTRE DE LA FAMILLE (M SÉBASTIEN PROULX)

Du 1^{er} avril au 10 octobre 2017

L'information concernant le cabinet du ministre Proulx est fournie par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

CABINET DU MINISTRE DE LA FAMILLE (M LUC FORTIN)

Du 11 octobre 2017 au 28 février 2018

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bergeron, Stéphanie	A	Québec
Dumais, Joanie	C	Québec
Filion, Karl	C	Québec
Gendron, Martine	D	Québec
Morin, Jean-Christoph	A	Québec
Morin, Michel	C	Sherbrooke
Picard, Jonathan	C	Québec
Simard, Anne	A	Sherbrooke
Simard, Jean-Pierre	A	Sherbrooke
St-Martin, Hélène	A	Québec
Tessier, Maxime	A	Sherbrooke

A : Attaché politique

C : Conseiller politique

D : Directeur de cabinet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

CABINET DE LA MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DE LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION (M^{me} FRANCINE CHARBONNEAU)

Du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018

NOM	FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bélanger-Viger, Johanne	S	Laval
Clermont, Manon	C	Laval
Domingue, Marie-Chantal	A	Québec
Dubuc, Anik	A	Québec
Gauthier, Audrey	A	Québec
Gilot, Myriam	A	Québec
Lapointe, Marc	A	Québec
Lavenant-Langelier, Carl	A	Laval
Marin Gagné, Novy	A	Montréal
Prévost, Denis	A	Laval
Richard, Marie-Pierre	A	Québec
Sauvageau, Hélène	D	Montréal
Sawaya, Danielle	A	Laval
Thivierge, Florence	C	Québec
Tremblay, Elsa	A	Québec

A : Attaché politique

C : Conseiller politique

D : Directeur de cabinet

S : Employé de soutien

K) MASSE SALARIALE AUTORISÉE PAR CABINET

Ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation (M ^{me} Francine Charbonneau) Année financière 2017-2018	640 000 \$
Ministre de la Famille (M. Luc Fortin) Année financière 2017-2018	725 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2017-2018 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information pour l'année financière 2017-2018, est fournie aux tableaux en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 26**).

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/ministere/acces-information/Pages/index.aspx>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES (VOLET FAMILLE)

MINISTRE DE LA FAMILLE (Luc Fortin)

DU 11 octobre 2017 AU 28 février 2018

ORGANISME	MONTANT (\$)
Ascot en Santé	150,00
Circuit des Arts Memphrémagog, Le	500,00
Société canadienne du cancer	250,00
Saguenay en neige inc.	250,00
Cercle de fermières Sainte-Martine	500,00
Fondation Partage Chrétien	500,00
Centre d'aide et de soutien aux intervenants et organismes en petite enfance	500,00
Azimut Nord	500,00
Ressources familiales la Vieille Caserne de Montmorency	500,00
Fondation Le Piolet	500,00
Club Optimiste Montréal Colombo inc.	500,00
Maison des familles de la Matapédia	250,00
Association de hockey Québec-Centre inc.	500,00
Grande Table, La	2000,00
Enfantaisie Haute-Gaspésie	500,00
Vallée-Jeunesse inc.	500,00
Entraide Naturo-Lait	500,00
Fond-Action Santé Communautaire Bénise Normil	500,00
Maison des jeunes l'Atôme	500,00
Fondation pour l'alphabétisation	500,00
Maison du partage d'Youville inc.	500,00
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources Références d'Anjou	500,00
Féeries hivernales de Sherbrooke inc.	650,00
Ensemble instrumental Appassionata, L'	500,00
Canton de Hemmingford	250,00
Équipe de hockey Les Citadelles de Rouyn inc.	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Académie Knowlton	500,00
Carrefour Populaire de St-Michel inc.	1000,00
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	500,00
Jeux des 50 ans et Plus de la Gaspésie et des Îles	250,00
Association pour l'intégration sociale (Région de Québec)	500,00
Organisation du Hockey Mineur de Louiseville inc., L'	500,00
Centre Écllosion inc.	500,00
Fondation Oeuf - lait - orange	1000,00
La Traversée Rive-Sud inc.	500,00
Sexplique	500,00
Carnaval de Sherbrooke inc.	575,00
Centre de Rêves et Espoirs	500,00
Violence Info	500,00
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	500,00
Société St-Vincent de Paul de Québec, La	250,00
Piaule de Val d'Or inc., La	750,00
Troupe du théâtre de quartier	250,00
École primaire Belle-Vallée (Commission scolaire du Chemin-du-Roy)	500,00
Corporation des activités populaires de la Tuque	2500,00
Société de l'histoire des familles du Québec	250,00
Noël du Pauvre Coeur du Québec inc.	1000,00
Festival beauceron de l'Érable	500,00
Refuge pour les femmes de l'Ouest de l'Île	500,00
Do Mi Ski inc.	500,00
Fondation Centre Philou	1000,00
Maison des jeunes l'Antidote de Duberger	1000,00
Hommes & Gars	500,00
Club des petits déjeuners du Canada	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc.	250,00
Parlement jeunesse de l'Estrie	500,00
Parents-Secours du Québec inc.	500,00
Maison buissonnière, La	500,00
Vent dans les Arts, Le	250,00
Collège d'enseignement général et professionnel Lionel-Groulx	100,00
Centre communautaire de Weedon inc.	1000,00
Ludothèque Ludomino Trois-Rivières	500,00
Fondation pour les élèves de la C. S. de la Région de Sherbrooke	3000,00
Service de Nutrition et d'Action Communautaire	500,00
Commission scolaire des Sommets	3000,00
Collectif Les Accompagnantes	250,00
Association la Croisée	250,00
Mouvement retrouvailles adopté(es)-non-adopté(es)-parents	250,00
Féd. des ass. de familles monoparentales et recomposées du Québec	200,00
Fondation Philippe Boucher, La	500,00
Organisation Radio-DoDo	500,00
Comité des loisirs de Cloutier	200,00
Maison des Jeunes, Magi de Mercier-Ouest inc.	1000,00
Association des personnes handicapées des Îles	1000,00
Les Amis de Samuel	500,00
Solidarité Familles Duberger-Les Saules	500,00
Campagne de jouets des pompiers de Sherbrooke	1500,00
Festi-Volant Grandes-Piles	500,00
La Corbeille Bordeaux-Cartierville	500,00
Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CS de la Région-de-Sherbrooke)	500,00
Ville de Magog	500,00
Arts de la scène de Montmagny, Les	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Vire-Vent, espace-famille de la Matanie	500,00
Refuge des Jeunes de Montréal	500,00
Maison Kangourou	500,00
Regroupement d'entraide sociale du Témiscamingue	500,00
Salon du livre de Trois-Rivières inc.	500,00
AVIF [Action sur la violence et intervention familiale]	500,00
Mirador des Marmots	1000,00
Centre Aide et Prévention Jeunesse de Lévis	500,00
Orchestre symphonique de Laval 1984 inc.	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES (VOLET FAMILLE)

MINISTRE DE LA FAMILLE (Sébastien Proulx)

DU 1^{er} avril 2017 AU 10 octobre 2017

ORGANISME	MONTANT (\$)
Grandes Veillées de la Baie, Les	1 000,00
Fête du Lac des Nations inc., La	500,00
Coalition des familles lesbiennes, gais, bisexuels et transsexuels	500,00
Laura Lémerveil	1 000,00
Parents Uniques des Laurentides	500,00
Festival international Montréal en Arts	500,00
Festival Saint-Honoré dans l'Vent inc.	500,00
Municipalité de Bégin	500,00
Moisson Mauricie / Centre-du-Québec	500,00
Éditions Cap-aux-Diamants inc., Les	2 500,00
Association québécoise des parents d'enfants handicapés visuels	500,00
Gîte Jeunesse inc.	500,00
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	500,00
Parrainage civique Champlain	500,00
Association Racines socioculturelles	500,00
Mondial des Jeux	500,00
Régates de Valleyfield inc., Les	500,00
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec	500,00
Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	500,00
Corporation au Pied des Monts inc.	500,00
Jeux des 50 ans et Plus de la Gaspésie et des Îles	2 500,00
Fondation J. M. Béland	500,00
Foire country de Pabos	500,00
Opération Enfant Soleil	500,00
Machine à Truc, Coopérative culturelle, La	500,00
Fondation canadienne du rein, La	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Regroupement des personnes handicapées physiques de la région de Thetford	500,00
Parlement Jeunesse du Québec	500,00
Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec inc.	500,00
Centre de Parrainage de la Jeunesse de Beauce, Le	500,00
Chorale les coeurs d'or à nous	500,00
Parents orphelins	500,00
Forum jeunesse Afro-Québécois	500,00
Association des jeunes bègues du Québec	500,00
Organisme communautaire horizon nouveau, L'	500,00
Jeunes du Coin d'Ascot, Les	500,00
Service d'entraide de Pintendre	2 500,00
Ligue pour l'enfance de l'Estrie enr., La	500,00
Maison de la famille des Pays-d'en-Haut, La	1 000,00
Festival Blues Plateau Boréal inc.	500,00
Réseau des Carrefours Jeunesse-Emploi du Québec	1 000,00
Regroupement pour la Trisomie 21, Le	500,00
Programme Horizon jeunesse	500,00
Fondation Droit au Talent	500,00
Drapeau de la famille, Le	500,00
Regroupement des cuisines collectives du Québec	500,00
Coopérative de solidarité santé de la famille	500,00
DESTA Réseau de la jeunesse noire	500,00
Fondation des greffés pulmonaires du Québec	500,00
Comité Logemen'mêle	500,00
Société d'histoire de Saint-Félicien	500,00
Maison Pauline Bonin	500,00
Association des Parents d'Enfants Handicapés des Hautes-Laurentides inc.	500,00
Dispensaire Diététique de Montréal	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Cuisine collective le Blé d'or de Sherbrooke	250,00
Semaine des arts, La	500,00
Festival du crabe de Paspébiac 2014	500,00
Commission scolaire de Portneuf	5 000,00
Mousse Café, coopérative de solidarité	500,00
Comité des Loisirs Cap-des-Rosiers	500,00
Association de parents pour la santé mentale de Saint-Laurent-Bordeaux-Cartierville	500,00
Mirador des Marmots	500,00
Petits frères de Montréal, Les	500,00
L'oeuvre des terrains de jeux de St-Paulin	500,00
L'Art-Rivé, Centre de Jour de Rivière-des-Prairies	1 000,00
Correspondances d'Eastman, Les	500,00
Camp musical du Lac Matapédia	500,00
Maison des greffés Lina Cyr, La	500,00
Association féminine d'éducation et d'action sociale régionale Montréal-Laurentides-Outaouais	500,00
Comptonales, Les	500,00
Société pour les Enfants handicapés du Québec	500,00
Fêtes de Chez-Nous inc., Les	500,00
Habitations Oasis de Pointe Saint-Charles inc., Les	500,00
Joujouthèque Farfouille, La	500,00
Société Saint-Vincent-de-Paul conférence : Ste-Ursule	500,00
Réseau-Autonomie-Santé	500,00
Municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier	500,00
Table des Partenaires du Développement Social de Lanaudière	500,00
Défilons ensemble	500,00
Bouclier Prévention, Le	500,00
Pétales Québec	500,00
Regroupement des gens d'ici	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Festival Quartiers Danses	500,00
Maternaide du Québec	500,00
Cyber-cible	500,00
Centre de services communautaires et culturels de Repentigny-Centre, Le	500,00
Enfant retour Québec	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SUBVENTIONS DISCRÉTIONNAIRES ALLOUÉES (VOLET AÎNÉS)

**MINISTRE RESPONSABLE DES AÎNÉS ET DE LA LUTTE CONTRE
L'INTIMIDATION**DU 1^{er} avril 2017 AU 28 février 2018

ORGANISME	MONTANT (\$)
Bibliothèque communautaire de Hemmingford	250,00
Fondation pour les Aînés de l'Outaouais	500,00
Villa des plateaux	1000,00
Espace Laurentides	300,00
Maison des Tournesols	500,00
Société d'histoire de Saint-Félicien	250,00
Corporation de développement communautaire Universeau	250,00
Alterhéros	250,00
Regroupement des aidants naturels du Québec	1000,00
Table régionale concertation des aînés(ées) Centre-du-Québec	2500,00
Passionnés des arts visuels, Les	500,00
Sida Bénévoles - Montréal	500,00
Fondation Contact-Aînés	500,00
Fondation du Centre d'action bénévole du Contrefort	1000,00
Centre de soutien Entr'Aidants	500,00
Club de l'âge d'or de Ste-Ursule de Maskinongé inc.	500,00
Regroupement Mauricie	1000,00
Maison du Bouleau Blanc inc., La	500,00
Fabrique de la paroisse de Sainte-Anne	250,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées - Ahuntsic	250,00
Cafétéria communautaire MultiCaf	1000,00
Bouclier d'Athéna, services familiaux	1000,00
Table de concertation sur l'abus auprès des aînés de la Mauricie	1000,00
Gaspésie Gourmande	1000,00
Regroupement Action Prévention Jeunesse des Laurentides (RAP Jeunesse)	250,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Mirepi, maison d'hébergement inc.	1000,00
Proches aidants des Chenaux	1000,00
Fondation Chanoine Lavoie inc.	2000,00
Club de l'Âge d'Or Bon accueil d'Evain	650,00
Comité des résidents des Jardins Logidor	725,00
Entraide Solidarité Bellechasse	500,00
Parlement Jeunesse du Québec	250,00
Manoir Marc-Aurèle Fortin inc.	500,00
Fondation pour les aînés et l'innovation sociale	1000,00
Aux Couleurs de la vie Lanaudière	500,00
Centre africain de développement et d'entraide inc.	1000,00
Centre d'Entraide Communautaire Bénévole de Montmagny	1000,00
Conseil québécois des lesbiennes, gais, bisexuels et transsexuels	1000,00
Club social des amis de Saint-Fabien	250,00
Mondial des jeux	500,00
Popote roulante Saint-Noël Chabanel	1000,00
Association des Aînées et Aînés de l'Université du Québec à Rimouski	300,00
Club Optimiste de Cap-Rouge inc.	500,00
Tel-Aide Saguenay - Lac Saint-Jean Côte-Nord	500,00
Actions interculturelles de dévelop. et d'éducation [AIDE] inc.	250,00
Vallée-Jeunesse [1997] inc.	250,00
Fondation Père Raymond-Bernier SV	250,00
Centre d'action bénévole de Valleyfield inc.	250,00
Table concert. violence conjug. agress. caract. sexuel Laval inc.	500,00
Centre d'action bénévole des Moulins inc.	1000,00
Club de récréation de Lachute inc.	500,00
Coop santé familiale	1000,00
Troupe de théâtre Poivre et Sel	1100,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Centre des Femmes Rivière-des-Prairies	250,00
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	250,00
Fondation Cap Diamant	1000,00
Maison des aînés de La Prairie	500,00
Cercle de fermières de Saint-Georges	500,00
Club de l'âge d'or du Cuivre Rouyn-Noranda inc.	250,00
Fédération québécoise des Sociétés Alzheimer	750,00
Groupe régional d'intervention sociale de l'Estrie [GRIS Estrie]	500,00
Entraide Sainte-Foy	250,00
Fondation Sunny D. Extrême, La	500,00
Club de l'âge d'or Saint-Élie de Caxton	250,00
Fondation Madeli-Aide	2000,00
Popote roulante Saint-Ferdinand	500,00
Réseau de communication pour la prévention des actes criminels (RÉCOPAC)	250,00
Centre d'action bénévole de Rivière-des-Prairies	750,00
Centre des Jeunes l'Escale de Montréal-Nord inc.	500,00
Ligue de Curling les Retraités du Cap, La	250,00
Trait-d'Union Montérégien	250,00
Évasion, Centre de jour alternatif	500,00
Club Jeunes de Coeur, le Relais	500,00
Services d'accompagnement bénévole et communautaires	350,00
Villa Dubé inc.	1000,00
Cercle des Fermières de St-Godefroi	1000,00
Société Alzheimer Laval	500,00
G.R.I.S.	1000,00
Fondation pour les aînés et l'innovation sociale	500,00
Service d'Entraide Robervalois	1000,00
Ville de Baie-d'Urfé	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Banques alimentaires du Québec	500,00
Un vélo une ville	500,00
FADOQ - Région Île de Montréal	500,00
Club de l'âge d'or de Noranda	1000,00
Cercle Polaire	500,00
Service d'entraide de Pintendre	1000,00
Fondation Baluchon Alzheimer	500,00
Société pour les arts en milieux de santé	750,00
Aînés en action Québec, Les	500,00
Centre Artisanal pour la Déficience-Intellectuelle de l'Outaouais	250,00
Association Joie de Vivre de Gatineau	500,00
Espace Chaudière-Appalaches	500,00
Institut pacifique	1000,00
Fondation Nouveaux Sentiers	250,00
Le Pivot	1000,00
Ensemble classique a piacere	500,00
Centre alpha communautaire et d'intégration sociale du Québec	250,00
Cercle de fermières Saint-Nérée, Le	250,00
Club Bon Coeur des cardiaques de Charlevoix inc.	250,00
Chevaliers de Colomb du conseil de Saint-Chrysostome no : 3584, Les	250,00
Cercle de fermières Saint-Nérée, Le	500,00
Centre communautaire congolais des aînés	300,00
Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais	500,00
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	500,00
La P'tite école de Lac-Édouard	250,00
Municipalité de Val-des-Bois	250,00
Fondation Le Rayon d'espoir de la MRC de Bellechasse	750,00
Soupe populaire de Hull, inc.	250,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Sexplique	250,00
Albatros Centre-Mauricie	250,00
Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal	500,00
Corbeille Bordeaux-Cartierville, La	250,00
Fondation pour l'Alphabétisation	500,00
Association des proches aidants de la Capitale-Nationale	500,00
Habitations Vivre chez soi	1000,00
Petits frères de Longueuil, Les	250,00
Coalition des familles lesbiennes, gais, bissexuels et transsexuels	500,00
Centre d'action bénévole d'Argenteuil	500,00
Club des aînés Dollard-des-Ormeaux	1000,00
Centre d'Écoute et d'Intervention Face à Face	500,00
Centre communautaire des aînés de Soulanges	5000,00
FADOQ -Régions de Québec et Chaudière-Appalaches	1000,00
Centre d'action bénévole de la région de Shawinigan	250,00
Centre d'action bénévole La Grande Corvée	300,00
Club - Fédération de l'âge d'or du Québec Bonne-Entente	500,00
Club de pétanque Rouyn-Noranda	300,00
Espace Outaouais inc.	250,00
Cuisine collective le Blé d'or de Sherbrooke	500,00
Cyclo-Mauricie	500,00
Maison des arts de la parole	250,00
Centre africain de développement et d'entraide inc.	250,00
Centre d'Écoute de Laval	1000,00
Club de l'âge d'or St-François-de-Sales de Laval	250,00
Accompagnement bénévole de l'Ouest	250,00
Club les Joyeux Aînés de Val-Morin	250,00
Clinique juridique Juripop	1000,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Club d'âge d'or Parc Delorme	350,00
Pleins pouvoirs kidpower de Montréal	1500,00
Centre communautaire des femmes actives	500,00
AFEAS régionale Bas-St-Laurent-Gaspésie	500,00
Association québécoise de défenses des droits des personnes retraitées et préretraitées des Chenaux	500,00
Table de concertation Parole aux aînés d'Argenteuil	500,00
FADOQ Saint-Mathieu Apôtre	500,00
Intergénération Québec	250,00
Club FADOQ Lachenaie Terrebonne	1000,00
Fédération de l'âge d'or du Québec de Saint-Louis-de-France	250,00
Go le grand défi Inc.	250,00
Association Entr'amis	250,00
Comité Logemen'mêle	500,00
Chorale Les coeurs d'or	500,00
Centre d'amitié autochtone de Québec inc.	250,00
Développement expertise et solidarité internationale	500,00
Club d'âge d'or de Ste-Angèle-de-Prémont	250,00
Fondation du CHU de Québec	250,00
Coeurs vaillants de Lachute	750,00
Amis de Samuel, Les	250,00
Club 50+ St-Yves	500,00
Popote roulante Sainte-Rose	500,00
Club de l'âge d'or de Louiseville	500,00
Municipalité de Rivière-Héva	750,00
Association culturelle haïtienne La Perle retrouvée	350,00
Municipalité de Saint-Élie-de-Caxton	250,00
Fondation Métropolis bleu	500,00
Ensemble vocal Alternatim	500,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Regroupement des organismes Espace du Québec	1000,00
Fondation Dr Clown	250,00
50 + Acadie - Québec	250,00
Cercle de fermières Saint-Nérée, Le	250,00
Centre Humanitaire d'Organisation de Ressources Références d'Anjou	250,00
Enfance libre Lanaudière	500,00
ESPACE Abitibi-Est inc.	300,00
Club de l'âge d'or Saint-Damien inc.	500,00
Jeunesse au soleil	500,00
Refuge pour les femmes de l'Ouest de l'Ile	500,00
Fondation Jasmin Roy	2500,00
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées de Valleyfield-Suroît	500,00
Oxy-Jeunes inc.	250,00
Forum des Citoyens Aînés de Montréal	500,00
Projet Communic-Action	500,00
Club âge d'or Butterfly de R.D.P.	500,00
Fondation Droit au Talent	500,00
Fédération de l'âge d'or du Québec-Sherrington	1000,00
Fondation de Zoothérapie	500,00
Association Lavalloise pour le Transport Adapté inc.	500,00
Fondation du Centre Jacques Cartier	2000,00
Fédération de l'âge d'or du Québec - Région de Laval	1000,00
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	250,00
Maison des familles de la Matapédia	500,00
Hommes & Gars	500,00
Traversée [Rive-Sud], La	500,00
Salon du livre de Trois-Rivières inc.	250,00
Maison Écho du Coeur, La	750,00

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

ORGANISME	MONTANT (\$)
Club 50 ans + de Claude-Robillard	750,00
Quartiers Danses	250,00
Le Troisième âge de Montcalm	500,00
Comité Paroissial de Saint-Émile inc.	500,00
Partage humanitaire	1000,00
Cuisine Collective Îles-De-La-Madeleine	500,00
L'Art-Rivé, Centre de Jour de Rivière-des-Prairies	500,00
Parrainage civique Lanaudière	250,00
Troupe de théâtre Thalia	1000,00
Groupe régional d'intervention sociale - Mauricie / Centre-du-Québec	300,00
Village en Chanson de Petite-Vallée	500,00
Fédération québécoise du loisir en institution	250,00
Ensemble pour le respect de la diversité	750,00
La Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation	250,00
Centre communautaire CEFEDI	250,00
Chorale ALPC	175,00
Initiative locale St-François en action	1000,00
Villa Saint-Ambroise	1000,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a aucun employé hors structure rémunéré par le Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun poste n'a été aboli dans les directions régionales en 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : **RG-26**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 28 février 2018, aucun employé du Ministère n'était affecté à un autre ministère ou organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement :

a) le coût de chacun;

b) le fournisseur;

c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Données au 28 février 2018

TITRE DE L'ABONNEMENT	COÛT
Bases de données	
Azimut	2 554,45 \$
Répertoire des médias du Canada	615,00 \$
CNW TELBEC – Fil de presse	5 023,35 \$
Revue de presse écrite et électronique	46 221,23 \$
Nouvelles sur commande	4 013,60 \$
Module de base Meltwater	11 500,00 \$
Journaux*	
Divers journaux	507,69 \$
* Il s'agit de divers types d'abonnement dont la durée varie d'un abonnement à l'autre.	
Périodiques	
Les mesures disciplinaires et non disciplinaires dans les rapports collectifs du travail	375,15 \$
Résumé de la période des questions à l'Assemblée nationale	1 500,00 \$
Corporation sans but lucratif au Québec	245,00 \$
Code civil du Québec	80,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les cabinets ministériels et le Ministère n'ont déboursés aucune somme pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais exigés afin de devenir membre d'un club privé ou autre au cours de l'année financière 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-29

Pour chaque site Internet du Ministère ou de l'organisme public (incluant ceux des événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation et de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) Site institutionnel du Ministère : mfa.gouv.qc.ca.
- b) La conception du site a été assumée par des ressources internes en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec.
- c) Il n'y a pas eu de coût de construction de site en 2017-2018.
- d) En 2017-2018, les coûts d'entretien et de rehaussement technologique du site ont été de 100 098 \$ et les coûts d'hébergement de 1 200 \$.
- e) En 2017-2018, aucune dépense en modernisation ou refonte.
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) Le contenu est mis à jour en continu.
- h) Toutes les directions du Ministère ont la responsabilité de s'assurer de la mise en ligne des contenus et la Direction des communications assume la coordination des mises en ligne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-31

Pour 2017-2018, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Régions administratives	Montant
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4 396 \$
Montréal	6 792 \$
Capitale-Nationale	1 493 \$
Abitibi-Témiscamingue	1 638 \$
Montréal	62 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-33

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2017-2018 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministre de la Famille et la ministre responsable des Aînés et de la Lutte contre l'intimidation n'ont pas d'adjoint parlementaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019 et 2019-2020, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune somme n'a été reçue en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année financière 2017-2018, le Ministère a versé 99 555 \$ en primes au rendement et bonis.

Aucun montant n'a été versé au personnel cadre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année financière 2017-2018, aucune prime de départ n'a été versée pour les employés du Ministère.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-43

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit de rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-45

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé par le Ministère ne nécessite le versement d'honoraires.

Comité	Composition
Comité conseil maternelle 4 ans milieu défavorisé	Regroupe les représentants de 26 ministères et organismes (MO) et associations concernés, dont le ministère de la Famille, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, la Fédération des comités de parents du Québec et l'Association provinciales des enseignantes et enseignants du Québec
Comité interministériel sur le déploiement des centres de pédiatrie sociale en communauté	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Justice, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Comité interministériel sur le soutien aux parents d'enfant gravement malade et ayant un handicap important	Ministère de la Famille, Retraite Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022	Regroupe les professionnels des différents MO partenaires du plan d'action
Comité des sous-ministres en matière de violences conjugale, familiale et sexuelle	Regroupe les sous-ministres des différents MO concernés en matière de violences conjugale, familial et sexuelle
Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles	Regroupe des sous-ministres associés et sous-ministres adjoints des différents MO concernés en matière de violences sexuelle
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violences sexuelles	Regroupe des professionnels des différents MO concernés en matière de violences sexuelle
Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violence conjugale et familiale	Regroupe les sous-ministres associés et sous-ministres adjoints des différents MO concernés en matière de violences conjugale et familial
Comité interministériel de niveau professionnel en matière de violence conjugale et familiale	Regroupe les professionnels des différents MO concernés en matière de violences conjugale, familiale et sexuelle
Comité interministériel de suivi de la politique <i>À part entière</i>	Regroupe les représentants des différents MO partenaires de la politique
Comité interministériel sur la simplification des démarches d'accès aux programmes de soutien financier destinés aux enfants handicapés	Ministère de la Famille, ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, ministère des Finances, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Comité interministériel jeunesse	Regroupe les représentants des principaux MO dont la jeunesse est une préoccupation
Réseau gouvernemental des répondants en matière de politique familiale	Ministère de la Famille, ministère de la Justice, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de la Culture et des Communications, Secrétariat à la condition féminine, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère des Finances, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Office des personnes handicapées du Québec, Retraite Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société d'habitation du Québec, Secrétariat à la jeunesse, Conseil de gestion de l'assurance parentale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Comité	Composition
Table des sous-ministres relative à la Politique familiale et à la conciliation famille-travail-études (CFTE)	Regroupe les représentants des MO impliqués dans la Politique familiale et la conciliation famille-travail-études notamment ceux cités précédemment au Réseau gouvernemental des répondants en matière de politique familiale
Comité interministériel relatif à la Politique familiale et à la conciliation famille-travail-études (CFTE)	Regroupe les représentants des MO impliqués dans la Politique familiale et la conciliation famille-travail-études notamment ceux cités précédemment au Réseau gouvernemental des répondants en matière de politique familiale
Table des sous-ministres et sous-ministres adjoints dédiée à la lutte contre l'intimidation	Regroupe les sous-ministres et sous-ministres adjoints de 13 MO concernés par la lutte contre l'intimidation, dont le ministère de la Famille, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Secrétariat à la condition féminine
Comité interministériel du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	Regroupe les sous-ministres et sous-ministres adjoints de 15 MO concernés par la lutte contre l'intimidation, dont le ministère de la Famille, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Bureau de lutte contre l'homophobie
Groupe de travail en évaluation de programme pour le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de la Sécurité publique, Secrétariat à la communication gouvernementale
Comité interministériel en économie sociale	Regroupe les représentants des différents MO concernés par l'économie sociale
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 La radicalisation au Québec	Regroupe les représentants des différents MO partenaires du Plan d'action
Comité interministériel sur la supervision des droits d'accès (SDA)	Ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, ministère de la Justice
Comité interministériel pour la mixité en emploi (CIME)	Regroupe les représentants des différents MO concernés par la mixité en emploi
Comité interministériel - Stratégie concertée sur les services éducatifs aux jeunes enfants 0-8 ans	Ministère de la Famille, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Culture et des Communications, ministère de la Santé et des Services sociaux, Office des personnes handicapées du Québec
Comité interministériel pour la politique de la réussite éducative	Regroupe les représentants de 13 MO partenaires de la Politique dont le ministère de la Famille, le ministère de la Culture et des Communications, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et le Secrétariat à la jeunesse
Comité interministériel des rapports égaux	Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Famille, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Secrétariat à la jeunesse, Bureau de lutte contre l'homophobie
Comité d'élaboration de la Stratégie nationale sur la main d'œuvre	Regroupe les représentants des différents MO partenaires de la Stratégie
Comité interministériel sur la planification individualisée et coordonnée des services	Office des personnes handicapées du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille
Regroupement des directrices et directeurs généraux de l'administration du gouvernement du Québec	Regroupe les directeurs généraux de l'administration, sous-ministres adjoints et vice-présidents à l'administration des ministères et organismes de l'administration gouvernementale
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Regroupe les gestionnaires responsables des technologies de l'information dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Comité	Composition
Forum des gestionnaires en ressources matérielles	Regroupe les gestionnaires responsables des services de ressources matérielles dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines	Regroupe les gestionnaires responsables des services en ressources humaines dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale
Forum des gestionnaires en ressources financières	Regroupe les gestionnaires responsables des ressources financières dans les ministères et organismes de l'administration gouvernementale
Comité interministériel de la politique Vieillir et vivre ensemble, chez soi, dans sa communauté, au Québec (VVE)	11 ministères et organismes (MO) gouvernementaux impliqués dans le 1er plan d'action VVE, soit : <ul style="list-style-type: none"> - le ministère de la Famille - le ministère de la Santé et des Services sociaux - le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire - le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation - le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur; - le ministère des Finances - le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports - le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - l'Office des personnes handicapées du Québec - la Régie du bâtiment du Québec - la Société d'habitation du Québec
Comité d'élaboration et de suivis du plan d'action découlant de la politique VVE	Professionnels des MO impliqués (cités ci-dessus)
Comité de coordination du plan d'action découlant de la politique VVE	Secrétariat aux aînés et ministère de la Santé et des Services sociaux
Comité interministériel sur le renouvellement de la politique culturelle du Québec	Secrétariat aux aînés, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de la Santé et des Services sociaux et Secrétariat à la jeunesse
Réseau des grandes villes Municipalités amies des aînés (MADA)	Secrétariat aux aînés, Centre de recherche sur le vieillissement, Carrefour action municipale et famille, représentants des grandes villes du Québec (élus et responsables administratifs)
Comité national de coordination MADA	Secrétariat aux aînés, Centre de recherche sur le vieillissement, Carrefour action municipale et famille, Conférence des Tables régionales de concertation des aînés du Québec
Comité d'orientation de projet de l'enquête québécoise sur l'activité physique, le loisir et le sport	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Institut de la statistique du Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Famille, Secrétariat aux aînés, Université de Montréal et Université Laval
Comité consultatif permanent sur l'accessibilité et la sécurité des bâtiments	Représentants des MO concernés par l'accessibilité et la sécurité des bâtiments, dont le Secrétariat aux aînés Autres organisations externes comme : Ordre des architectes du Québec, centres de recherche, associations et regroupements.
Comité de coordination du <i>Créneau d'entreprises collectives en service aux personnes âgées autonomes ou en perte d'autonomie</i>	Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux aînés, Centre de recherche sur les innovations sociales de l'UQAM, Chantier de l'économie sociale, Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, Réseau FADOQ
Comité interministériel de l'action communautaire	Répondants des MO concernés par l'action communautaire
Comités interministériels sur le plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS)	1. Sous-ministres associés et vice-présidents des MO concernés, directeur de la santé publique 2. Directrice générale adjointe de la santé publique (ministère de la Santé et des Services sociaux), directeurs des MO associés à la PGPS 3. Professionnels des MO

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Comité	Composition
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées (PAM)	13 MO partenaires du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées (PAM 2017-2022). Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Curateur public du Québec, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Office des personnes handicapées du Québec, Société d'habitation du Québec, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Justice du Québec, Secrétariat à la condition féminine, ministère de la Sécurité publique, Autorité des marchés financiers, ministère de la Famille
Comité d'élaboration et de suivi de la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées (PAM)	13 MO partenaires du PAM 2017-2022 (listés ci-dessus)
Comité interministériel de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021	Regroupe des personnes décisionnelles mandatées par les sous-ministres et les présidentes et présidents d'organismes gouvernementaux désignés comme responsables, coresponsables et collaborateurs des actions inscrites dans la Stratégie
Comité interministériel du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023	Trois comités ont été mis en place au niveau des sous-ministres adjoints, des gestionnaires et des répondants ministériels. Ils regroupent des représentants des MO gouvernementaux partenaires du Plan d'action
Comité national directeur sur l'Entente-cadre nationale et le déploiement des processus d'intervention concertés pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Justice, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Autorité des marchés financiers, Curateur public du Québec et Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Comité national aviseur sur l'Entente-cadre nationale et le déploiement des processus d'intervention concertés pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Ministère de la Famille, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Justice, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Autorité des marchés financiers, Curateur public du Québec et Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Comité d'orientation de projet de l'enquête sur la maltraitance envers les personnes âgées du Québec	Institut de la statistique du Québec, Secrétariat aux aînés – ministère de la Famille; Chaire de recherche sur la maltraitance envers les personnes âgées
Comité de travail sur les indicateurs de surveillance pour connaître la nature, la proportion et l'évolution des divers types de maltraitance	Ministère de la Santé et des Services sociaux; Secrétariat aux aînés; Institut national de santé publique, Institut de la statistique du Québec; Chaire de recherche sur la maltraitance envers les personnes âgées et CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean
Comité de travail - Encadrement de l'utilisation des caméras de surveillance et autres moyens technologiques dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée	Secrétariat aux aînés et ministère de la Santé et des Services sociaux.
Comité aviseur - Encadrement de l'utilisation des caméras de surveillance et autres moyens technologiques dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée	Ministère de la Santé et des Services sociaux et réseau de la santé
Comité de travail concernant un protocole d'entrevue pour les personnes âgées victimes de maltraitance	Autorité des marchés financiers, Directeur des poursuites criminelles et pénales, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Justice du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Comité	Composition
Comité de travail concernant la mise en œuvre et le déploiement d'une stratégie des différentes formations concernant la maltraitance envers les personnes âgées auprès des intervenants du réseau de la santé et des services sociaux	Secrétariat aux aînés, ministère de la Santé et des Services sociaux, CIUSSS-Centre-Ouest-de l'Île-de-Montréal et CIUSSS Estrie-CHUS
Comité consultatif sur la maltraitance matérielle et financière	<ul style="list-style-type: none"> - Autorité des marchés financiers - Banque Nationale - Chaire Antoine-Turmel - Chambre des notaires du Québec - Conférence des Tables régionales de concertation des aînés - Curateur public - Ministère de la Justice - Ordre des comptables professionnels agréés du Québec - Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec - Regroupement des Commissaires aux plaintes et à la qualité du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-58

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019:

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a. 15 777 400 \$
- b. Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c. Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d. La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- e. Veuillez référer à la réponse de la question 11.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Le Ministère n'a versé aucune indemnité de retraite en 2017-2018.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

N° de fiche : RG-65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dépenses en cotisation à une association professionnelle par le Ministère pour 2017-2018

Association	Nombre
Association francophone pour le savoir (ACFAS)	1
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec (ARGP)	1
Association canadienne de la paie	2
Association des professionnels en accès à l'information et la protection de la vie privée (A.A.P.I)	3
Institut d'administration publique du Canada (IAPC)	1
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)	1
Barreau du Québec	1

Dépense totale : 3 249 \$

